



## DÉCLARATION LIMINAIRE

**CHS-CT DU 31 mars 2022**

---

Monsieur le Président,

Nous sommes présents aujourd'hui pour ce premier CHSCT de l'année.

Il y a deux ans, presque jour pour jour, le premier CHSCT de l'année se déroulait sur le trottoir, en bas de ce même bâtiment.

Il y a deux ans presque jour pour jour, nous avions la peur au ventre, la guerre sanitaire était déclarée, les écoles étaient fermées, le confinement du pays tout entier était imminent.

Il y a deux ans presque jour pour jour, le président du CHSCT, bien que nous étions en pleine rue, était confiant : les masques ne servent à rien, lavez-vous les mains avec du savon, ce sera suffisant ...

Bref, personne ne savait rien sur ce qui allait se passer, mais on en parlait beaucoup !

Aujourd'hui, où en sommes nous ?

Nous nous réjouissons d'un côté : enfin, les masques sont tombés ! Et bien que la prudence reste de mise, et que l'épidémie enregistre un rebond, nous n'allons pas boudier notre plaisir de se promener à visages découverts.

Plaisir de se dire qu'enfin, nous allons pouvoir revoir de vrais visages, plaisir de penser qu'une vie « normale » peut enfin reprendre, plaisir de se dire que les agents retrouveront enfin un peu d'entrain à se rendre sur leur lieu de travail sans contrainte...ou pas !

D'un autre côté, nous savons mesurer l'importance de nos combats face aux combats guerriers qui sont menés en Europe actuellement. Mais nous ne pouvons pas nous arrêter pour autant : la vie suit son cours, au travers de tout cela, qu'elle soit personnelle ou professionnelle.

Cette première instance de l'année est l'occasion pour nous d'exprimer nos profondes inquiétudes pour les agents, et de dénoncer le cynisme de l'Administration face à une situation anxiogène.

L'année 2021 aura démontré à quel point nos gouvernants et décideurs ont effectivement pris le parti de « gérer » la fonction publique et nos emplois, nos missions et nos fonctions à la manière du secteur privé, comme des ressources devant être rentables, évaluables, profitables. Ils ont également démontré à quel point ils ont acquis le cynisme du secteur privé en utilisant une crise sans précédent pour justifier la destruction de la fonction publique, finir de détruire nos statuts en le remplaçant par un « code », en embauchant toujours plus de contractuels, en supprimant toujours plus d'emplois de fonctionnaires dans notre ministère.

L'ironie et le cynisme de l'administration sont tels qu'on demande aux agents de participer à des démarches éco-responsables, alors qu'on les éloigne de chez eux, ne leur laissant souvent pas le choix

et faute de transports efficaces et adaptés ils sont obligés de prendre leur véhicule. L'administration supprime des emplois, casse des collectifs de travail, crée des mastodontes, des centres de contact à distance, délocalise à des centaines de kilomètres nos services...

Mais pour ce premier CHSCT 2022, vous nous avez bien gâtés ! Un budget qu'il faut absolument dépenser faute d'information sur les nouvelles instances à venir, des fiches de projets de formations, qui sont plus que discutables et qui dédouanent les directions de leurs responsabilités par rapport aux restructurations de service, une ancienne gare qui n'en finit jamais de se construire, des transferts de taxes douanières qui vont faire perdre des milliards à l'État...

Les Douaniers vous ont démontré lors du boycott de la première convocation leur détermination face au mépris dont ils font l'objet, aux restructurations, aux suppressions d'emplois. Le transfert de leurs missions à la DGFIP va leur faire perdre près de 1 000 emplois d'ici 2025. A Metz, ce sont 120 agents de SND2R et de la recette interrégionale de Metz qui perdront leur emploi. Leur avenir est incertain, et ils vous le font savoir.

L'INSEE attend depuis de nombreuses années son installation définitive à l'ancienne gare. A chaque CHSCT vous nous annoncez un nouveau report de la date de déménagement. Combien de millions d'euros de coût pour la collectivité ?

Et enfin la DGFIP, dont les agents subissent de profondes restructurations, avec une pénurie d'emplois sans précédent. Ces agents, de part les discours tenus par leur direction, ne peuvent plus se projeter à long terme. Aujourd'hui on crée un nouveau service, et demain ? La pérennité des services de la DGFIP ne va pas au-delà de 2026...

Vous nous présentez également la note d'orientation ministérielle 2022. Cette note prévoit, entre autre d' » anticiper et de prévenir les risques liés aux projets de réorganisations » : la « dimension conditions de travail est à intégrer le plus en amont possible dans tout projet de réorganisation ». Le dispositif de veille et de soutien doit pouvoir mettre en coordination tous les acteurs de la prévention. A ce jour, où en est-on de ces anticipations, que ce soit à la Douane ou à la DGFIP ?

Et ce ne sont pas les fiches de formation que vous voulez absolument nous faire avaler qui vont être utiles aux agents : « gérer son temps de travail », « accompagner le changement », « gérer le stress ». Autant de formations très coûteuses, dispensées par des cabinets privés qui ont trouvé là une manne financière considérable, aux frais des agents de ces administrations et du contribuable.

Mais rassurons-nous : nous ne sommes, ni plus ni moins, que le reflet de nos ministères, celui des Finances en tête, qui a dépensé plus de 20 millions d'euros par an entre 2018 et 2020 pour des « conseils en stratégie et organisation ». A voir de près ce que cela donne sur le terrain, nous nous abstiendrons de commenter ce chiffre.

**A FO FINANCES, nous refusons d'être complices de ce scandale financier.**

**FO FINANCES continuera de demander aux directions de financer, sur leurs budgets, les aménagements nécessaires à la bonne installation des agents, à leur sécurité et à leur sérénité  
FO FINANCES ne cessera de dénoncer la destruction de nos services publics, de nos statuts, de la contractualisation et de la privatisation de nos missions.**